

Dossier d'autorisation d'urbanisme

07232012P0010

Saint-Saturnin - Sarthe

Type

Permis d amener

État

Chantier commencé

Autorisation

19/05/2013

Surface créée

-

Surface démolie

-

Logements créés

-

Consulter la fiche actualisée

Scannez le QR code pour ouvrir la fiche publique du permis sur RegistreDesPermis.fr.



Export généré le 04/08/2026 à 08:36 depuis RegistreDesPermis.fr.

Les informations proviennent de données publiques importées et retraitées. Elles doivent être vérifiées auprès des sources administratives officielles avant toute décision engageante.

Synthèse du dossier

Référence	07232012P0010
Type	Permis d amener
État d'avancement	Chantier commencé
Nature du projet	-
Destination	-
Demandeur	SOCIETE FRANCAISE IMMOBILIERE D'AMENAGEMENT LELIEVRE
SIREN / SIRET	392042040 / 39204204000023

Dates du dossier

Dépôt	01/01/2012
Autorisation	19/05/2013
Décision	19/05/2013
Ouverture chantier	04/11/2013
Achèvement travaux	-
Prise en compte autorisation	2013-06
Prise en compte ouverture chantier	2013-12
Dernière mise à jour Sitadel	2013-12

Localisation

Adresse	-
Commune	Saint-Saturnin (72320)
Département	Sarthe (72)
Région	Pays de la Loire (52)
Code postal	72650
Parcelles cadastrales	-

Surfaces par destination

Destination	Avant	Créée	Démolie	Transformée	Issue transfo.
-------------	-------	-------	---------	-------------	----------------

Logements

Total créés	-	Individuels créés	-
Collectifs créés	-	Démolis	-
1 pièce créé	-	2 pièces créés	-
3 pièces créés	-	4 pièces créés	-
5 pièces créés	-	6 pièces et plus créés	-
Logements sociaux	-	Logements PTZ	-

Codes métier et interventions

Type de dossier source	-
Statut source	Chantier commencé
Nature déclarée	-
Nature complétée	-
Destination principale	-
Zone opérationnelle	Hors zone ou non renseigné
Type principal logements créés	-
Type de transformation	-
Piscine	-
Garage	-
Extension	-
Surélévation	-

Source

Jeu de données	data.gouv.fr
Ressource	9db13a09-72a9-4871-b430-13872b4890b3
Première importation	19/05/2026 10:00
Dernière observation	19/05/2026 10:00

Propriétaires et sociétés liées

Société / personne	SIREN	Lien identifié
SOCIETE FRANCAISE IMMOBILIERE D'AMENAGEMENT LELIEVRE (SOFIAL)	392042040	Société du permis
GROUPE LELIEVRE (SAGIL)	562093708	Président de SAS
ALTEXA	333203099	Commissaire aux comptes titulaire
BENOIT LEROY	-	Directeur Général
GUILLAUME BLANCHARD	-	Directeur Général
LAURENT GODRET	-	Président de SAS
BAKER TILLY STREGO (BAKERTILLY) (BAKER TILLY)	063200885	Commissaire aux comptes titulaire
XAVIER LELIEVRE	-	Président de SAS
SACOPAL- STE D'AUDIT ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES DES PAYS DE LA LOIRE (SACOPAL)	334039500	Commissaire aux comptes suppléant
CABINET VILAINE ET ASSOCIES	330356700	Commissaire aux comptes titulaire
CHRISTIAN PALVADEAU	-	Gérant et associé indéfiniment responsable
GENEVIEVE DANIELLE CAMILLE DURANTEAU	-	Gérant et associé indéfiniment responsable
GREGOIRE GERARD HENRI YVES BUNOT	-	Gérant et associé indéfiniment responsable
RACHEL MARIE MONIQUE VIOLIN (LEROUX)	-	Gérant et associé indéfiniment responsable
STREGO AUDIT	800382434	Administrateur
THIERRY CROISEY	-	Président de SAS
PHILIPPE RENE JOSEPH ORAIN	-	Administrateur
GREGOIRE GERARD HENRI YVES BUNOT	-	Commissaire aux comptes suppléant
THIERRY CROISEY	-	Président du conseil d'administration et directeur général
STREGO AUDIT	800382434	Commissaire aux comptes titulaire

Les données affichées proviennent des sociétés, relations et dirigeants déjà synchronisés en base locale. Les pourcentages de détention ne sont pas disponibles dans l'API publique utilisée.

Avertissement sur les données

Cet export est un document de consultation généré par RegistreDesPermis.fr à partir de données publiques d'urbanisme importées, normalisées et mises en forme.

Malgré les contrôles réalisés, certaines informations peuvent être absentes, incomplètes, mal codées dans la source, modifiées après import ou interprétées différemment par l'administration compétente.

Les dates, surfaces, logements, demandeurs, références cadastrales, coordonnées et sociétés liées sont fournis à titre informatif. Ils ne remplacent pas les arrêtés, dossiers administratifs, plans, actes notariés, informations cadastrales officielles ou consultations auprès de la mairie compétente.

Avant toute décision opérationnelle, juridique, commerciale ou financière, il convient de vérifier les informations auprès des sources officielles et, si nécessaire, auprès d'un professionnel qualifié.